Argumentaire salarial

Industrie MEM

Juillet 2026

Étude réalisée sur mandat d'Angestellte Schweiz

Mandant

Angestellte Schweiz

Personne de contact

Philipp Christen
Chef de projet
philipp.christen@bak-economics.com
T +41 61 279 97 23

Michael Grass
Responsable Analyses et études
Direction
michael.grass@bak-economics.com
T +41 61 279 97 23

Éditeur

BAK Economics
Elisabethenanlage 7
4051 Basel
T +41 61 279 97 00

Copyright © 2026 by BAK Economics AG
Tous droits réservés.

Résumé

Dans l'ensemble, une hausse des salaires nominaux comprise entre 0.8 % et 1.2 % apparaît réaliste dans l'industrie MEM pour l'année 2027, selon la sous-branche. C'est dans la branche des équipements électriques que les marges de manœuvre sont les plus importantes, tandis que l'industrie des machines et l'industrie métallurgique en particulier ne sont confrontées qu'à un potentiel très limité. Les différences entre les sous-branches et en leur sein restent marquées, et l'hétérogénéité des entreprises au sein de l'industrie MEM devrait être prise en compte de manière appropriée dans les négociations salariales respectives.

Tab. 1: Recommandations pour les augmentations salariales 2027

Industrie MEM	Industrie métallurgique	Électronique, optique et horlogerie	Équipements électriques	Industrie des machines
0.9%	0.8%	1.0%	1.2%	0.7%

Source : BAK Economics

Arguments en faveur d'une hausse modérée des salaires :

- Dans plusieurs sous-branches MEM, un retard de long terme de l'évolution des salaires par rapport à la croissance de la productivité subsiste toujours.
- La situation commerciale et géopolitique devrait s'apaiser progressivement en 2027, à mesure que les acteurs du marché s'adaptent au nouveau cadre. Par la suite, on s'attend à ce que les différentes sous-branches évoluent plus favorablement que durant les années turbulentes 2025 et 2026.
- La pénurie de main-d'œuvre qualifiée reste pertinente dans des segments spécialisés et y renforce la position des salariés.
- La hausse des investissements en biens d'équipement en Suisse et sur d'importants marchés de débouché devrait générer des impulsions de demande en 2027.
- Le renchérissement de 0.7 % constitue un seuil plancher pour les ajustements salariaux, qui ne devrait pas être franchi à la baisse afin de préserver le pouvoir d'achat réel.

Arguments en faveur d'une faible hausse des salaires :

- La valeur ajoutée brute réelle reste en 2027 inférieure à la moyenne par rapport à l'économie globale.
- La productivité horaire ne croît que marginalement en 2027 et reste nettement en retrait de l'économie globale.
- La réduction de l'emploi à l'échelle de la branche affaiblit le pouvoir de négociation des salariés. Le taux de chômage de l'économie globale reste comparativement élevé en 2027, à 3.2 %.
- Recul des prix à la production ; les hausses de coûts ne peuvent être répercutées.
- Le franc fort pèse en outre sur la compétitivité internationale.
- Les droits de douane américains et les risques géopolitiques compliquent la prévisibilité et freinent l'activité d'investissement.

Table des matières

1. Production et contexte actuel 5
2. Prévisions conjoncturelles 8
3. Focus sur les négociations salariales 11
4. Analyse 14
5. Conclusion 21

1. Production et contexte actuel

Comme les années précédentes, 2025 est resté un exercice difficile pour la branche MEM. La valeur ajoutée brute réelle a de nouveau évolué négativement, l'emploi a reculé et la productivité du travail a elle aussi diminué. La vigueur du franc ainsi que les incertitudes commerciales et géopolitiques ont continué de peser sur cette branche orientée vers l'exportation. Au premier trimestre 2026, le tableau est contrasté : la production industrielle a nettement progressé (+6.2 %), signalant une certaine reprise par rapport à une année précédente faible. Les exportations sont restées légèrement en recul (-0.4 %), l'emploi a diminué de -1.2 % et les prix à la production ont baissé de -1.4 %.

Tab. 2: Croissance

Croissance 2026 : 1er trimestre*

Production	Exportations	Emploi	Prix
+6.2%	-0.4%	-1.2%	-1.4%

*Variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente

Croissance 2025:

Valeur ajoutée	Emploi	Productivité
-1.7%	-0.9%	-0.8%

Source : BAK Economics

Production industrielle

La production industrielle de la branche MEM est restée en recul en 2024 dans les quatre sous-branches, le plus fortement dans l'industrie des machines et dans l'industrie métallurgique. En 2025, un retournement de tendance s'est dessiné à l'échelle de la branche. Au premier trimestre 2026, la reprise s'est poursuivie dans toutes les sous-branches : elle a été la plus marquée dans l'industrie métallurgique (+8.5 %), dans l'électronique, optique et horlogerie (+6.6 %) et dans les équipements électriques (+6.3 %), tandis que l'industrie des machines (+3.1 %) a connu une croissance un peu plus faible. Selon le baromètre Swissmechanic, le taux d'utilisation des capacités s'établissait à 83 % en avril 2026, soit légèrement en dessous de la moyenne de 85 % ; pour trois quarts des entreprises, le carnet de commandes est assuré pour moins de douze semaines.

Prix à la production

En 2025, les prix à la production ont évolué de manière hétérogène dans la branche MEM : l'industrie métallurgique et l'électronique, optique et horlogerie ont enregistré de légers reculs, tandis que les équipements électriques et l'industrie des machines ont pu progresser légèrement. Au premier trimestre 2026, le tableau s'est assombri : l'électronique, optique et horlogerie (-2.3 %) et l'industrie métallurgique (-0.8 %) ont plus nettement basculé dans le négatif, tandis que les équipements électriques (-0.2 %) et l'industrie des machines (0.0 %) ont stagné. L'absence de pouvoir de fixation des prix dans une grande partie de la branche MEM indique que, face à la pression concurrentielle internationale et à la vigueur du franc, les hausses de coûts ne peuvent guère être compensées par les prix de vente.

Fig. 1: Production industrielle

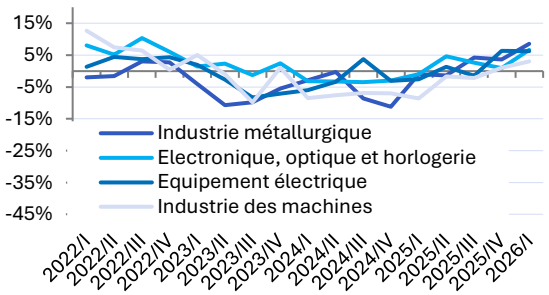
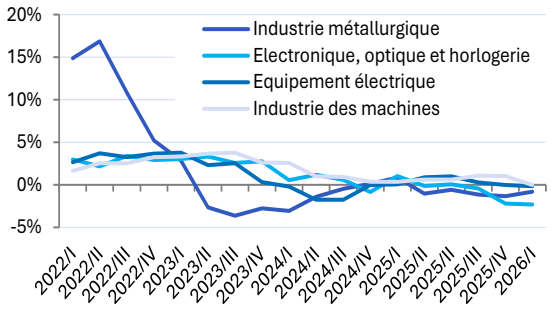


Fig. 2: Prix à la production



Variation en % par rapport au trimestre de l'année précédente
Source : BAK Economics

Exportations

En 2025, les exportations nominales de la branche MEM ont affiché une évolution globalement solide, malgré un environnement douanier américain temporairement durci : l'industrie métallurgique a renoué avec une trajectoire de croissance positive après les reculs des années précédentes, et les équipements électriques ont poursuivi leur tendance haussière. L'électronique, optique et horlogerie a quasiment stagné. L'industrie des machines, en revanche, est restée nettement en recul. Au premier trimestre 2026, ce tableau s'est confirmé : l'industrie métallurgique (+4.2 %) et les équipements électriques (+3.3 %) ont continué d'afficher des chiffres robustes, l'électronique, optique et horlogerie s'est stabilisée (-0.1 %), tandis que l'industrie des machines a de nouveau enregistré le plus fort recul, à -5.1 %. Globalement, la branche MEM se montre résiliente sur le plan des exportations, mais la faiblesse de l'industrie des machines persiste sans répit.

Fig. 3 : Exportations nominales I

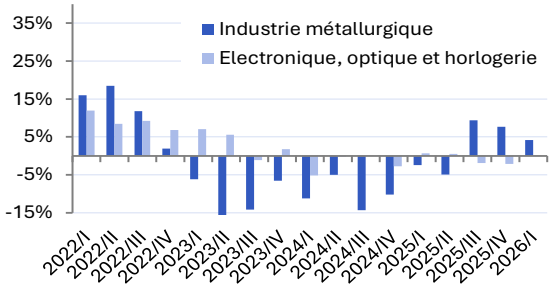
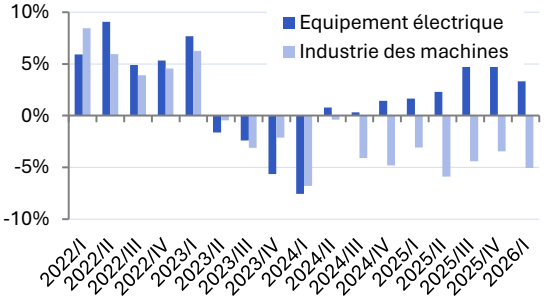


Fig. 4 : Exportations nominales II



Variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente
Source : BAK Economics

Emploi

En 2025, l'emploi a reculé dans les quatre sous-branches MEM, le plus fortement dans l'industrie des machines. Le ralentissement de la croissance de l'emploi, déjà visible en 2024, s'est ainsi mué en une réduction de l'emploi à l'échelle de la branche. Au premier trimestre 2026, le recul s'est poursuivi : les équipements électriques ont été les plus touchés (-3.8 %), suivis de l'électronique, optique et horlogerie (-1.3 %), de l'industrie des machines (-1.1 %) et de l'industrie métallurgique (-0.6 %). Aucune sous-branche n'a pu enregistrer de croissance positive de l'emploi. Cette contraction largement répandue de l'emploi indique que l'industrie MEM adapte de plus en plus ses effectifs à une situation des commandes plus faible. Malgré cela, 22 % des entreprises interrogées dans le dernier baromètre économique Swissmechanic ont cité la pénurie de main-d'œuvre qualifiée comme un défi majeur.

Fig. 5 : Croissance de l'emploi I

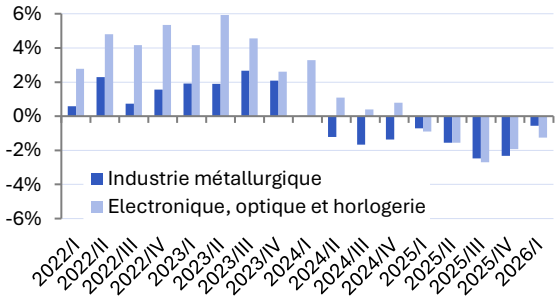
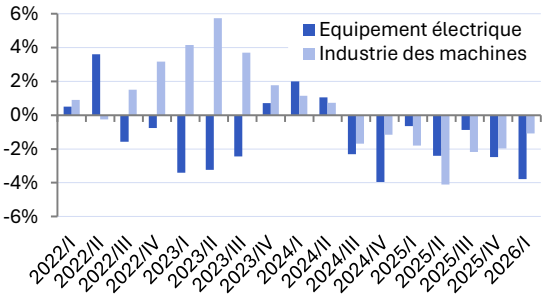


Fig. 6 : Croissance de l'emploi II



Variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente
Source : BAK Economics, BFS

2. Prévisions conjoncturelles

Contexte mondial

D'un point de vue conjoncturel, la question centrale est de savoir dans quelle mesure et pour combien de temps la production d'énergie ainsi que le transport de pétrole et de gaz seront affectés par la guerre en Iran. Les négociations de paix entre les États-Unis et l'Iran ont temporairement apporté une nette détente sur les marchés mondiaux des matières premières. Pour son scénario de base, BAK part du principe que les évolutions ainsi observées resteront largement déterminantes pour les mois à venir. Comme le montrent les nouveaux affrontements de juillet, la situation demeure toutefois tendue et le potentiel de rechute élevé.

Mais même sous les hypothèses de notre scénario de base, la guerre en Iran se fait nettement sentir dans l'environnement mondial en 2026. BAK table pour 2026 sur une croissance du PIB mondial de 2.4 %. Avant la guerre en Iran, BAK anticipait encore une croissance mondiale d'environ 3.0 %.

Pour les États-Unis, BAK prévoit en 2026 une croissance du PIB de 2.1 %. La politique budgétaire expansive et l'essor des investissements des entreprises porté par l'IA soutiennent la croissance économique américaine. De manière générale, les prix élevés de l'énergie représentent toutefois une charge pour les dépenses de consommation.

Fortement dépendante des importations de pétrole et de gaz, la zone euro est confrontée à un choc stagflationniste du fait de la guerre en Iran. Pour 2026, BAK n'attend qu'une croissance du PIB de 0.4 %, et de 1.4 % pour 2027. La forte hausse des prix de l'énergie pèse sur les revenus réels, la confiance des consommateurs et les dépenses de consommation.

Suisse

Pour le produit intérieur brut suisse, BAK prévoit en 2026 une croissance de 0.8 %. L'inflation devrait s'établir en moyenne à 0.6 %. Pour 2027, on attend une progression du PIB accélérée, mais toujours inférieure à la moyenne, de 1.4 % (données du PIB corrigées des grands événements sportifs).

L'incertitude élevée pèse sur l'activité d'investissement, tant au niveau mondial qu'en Suisse, ainsi que sur la demande d'exportations suisses. Les investissements en machines et installations devraient de nouveau reculer en 2026 ; une reprise durable ne se dessine au plus tôt qu'en 2027.

En dehors des exportations et des investissements, l'économie intérieure reste un soutien relatif. Des taux d'intérêt réels bas ainsi qu'une immigration toujours positive, quoique perdant en dynamisme, portent la croissance, tandis que la baisse des prix de l'électricité par rapport à 2025 et la hausse plus modérée des loyers atténuent la perte de pouvoir d'achat des ménages liée à la hausse des prix de l'essence. Le chômage augmente certes encore légèrement d'ici la fin de l'année dans le sillage de la faiblesse conjoncturelle, passant de 3.1 % actuellement à 3.2 %. Il n'atteint toutefois pas un niveau susceptible d'entraver massivement la propension à consommer des ménages privés. À cela s'ajoute la conjoncture de la construction, de nouveau orientée à la hausse après une longue traversée du désert.

La hausse globalement modérée de l'inflation n'exige de la BNS aucune réaction de politique monétaire pour 2026 et 2027. En période d'incertitude, le franc reste recherché comme valeur refuge. Nous partons toutefois du principe que la BNS répondra à

d'éventuelles poussées d'appréciation par des interventions sur le marché des changes, de sorte que le franc suisse continuera d'évoluer dans une fourchette de 0.90 CHF/euro à 0.95 CHF/euro.

Tab. 3: Prévisions de croissance de l'industrie MEM

Croissance 2026		Croissance 2027	
Valeur ajoutée	Emploi	Valeur ajoutée	Emploi
-1.6%	-0.8%	-0.3%	-0.4%

Valeur ajoutée en termes réels

Source : BAK Economics

Fig. 7: Valeur ajoutée brute réelle

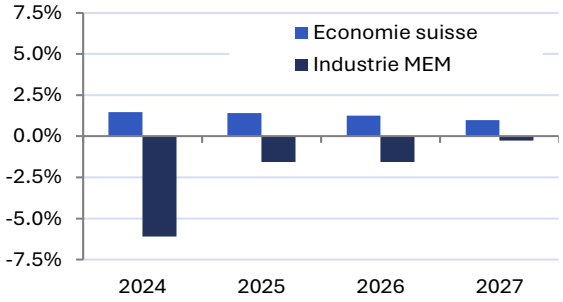
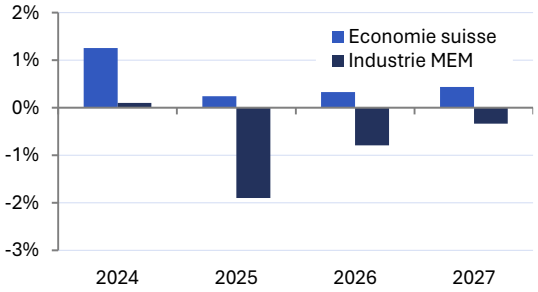


Fig. 8: Emploi



Variation en %
Source : BAK Economics

Depuis la forte croissance de la branche MEM au lendemain de la pandémie de Covid, on observe à partir de 2023 un recul persistant de la valeur ajoutée brute réelle, qui se poursuivra jusqu'en 2026. La branche évolue ainsi nettement plus faiblement que l'économie suisse dans son ensemble, qui enregistre une croissance modérée en 2026. Le franc suisse s'est légèrement affaibli face à l'euro et au dollar depuis le printemps 2026, ce qui apporte à court terme un certain allègement à l'économie d'exportation. La vigueur structurelle du franc ne devrait toutefois pas changer fondamentalement à moyen terme, si bien que la pression concurrentielle sur l'industrie MEM orientée vers l'exportation reste élevée.

Le prix du pétrole a fortement augmenté depuis le déclenchement du conflit américano-iranien et la situation d'incertitude qui en a résulté dans le détroit d'Ormuz à la fin février. Il devrait certes revenir vers un niveau normal au second semestre 2026, mais restera, jusqu'à la fin 2027, supérieur au niveau du scénario d'avant-crise. Sont particulièrement concernées les sous-branches à forte intensité énergétique comme l'industrie métallurgique ainsi que les entreprises sous-traitantes, dont les coûts de production plus élevés se répercutent, tout au long de la chaîne de valeur, sur d'autres branches.

À cela s'ajoutent des droits de douane américains spécifiques à certains produits, qui touchent les différentes sous-branches avec une intensité variable : les produits métalliques sont taxés à 50 %, certains appareils électriques à 25 %. Pour certaines machines, un taux de 15 % s'applique provisoirement jusqu'à la fin 2027, avant qu'un taux de 25 % ne soit prévu par la suite. L'incertitude quant au futur régime douanier complique en outre

la planification des investissements à moyen et long terme. S'y ajoute le fait que l'industrie automobile allemande, débouché important pour les fournisseurs de composants suisses, est structurellement sous pression. Le cumul de ces charges géopolitiques, commerciales et structurelles freine sensiblement la propension à investir, un effet qui touche particulièrement durement l'industrie MEM proche des biens d'investissement. Pour 2027, on part du principe que la situation se stabilisera progressivement et que les acteurs du marché se seront adaptés au nouveau cadre, ce qui devrait favoriser une reprise prudente.

Du côté de la demande, on observe des impulsions positives ponctuelles : selon les prévisions de BAK Economics, les investissements réels en biens d'équipement progressent en 2027 aussi bien en Suisse (+1.0 %) que sur d'importants marchés de débouché comme les États-Unis (+4.1 %) et l'Allemagne (+5.5 %), ce qui peut apporter une certaine stimulation de la demande à l'industrie MEM proche des biens d'investissement. Les exportations suisses de biens devraient de nouveau croître un peu plus fortement en 2027 (+2.0 %) que durant l'année en cours (-1.5 %), ce qui indique une reprise progressive, sans toutefois compenser encore entièrement la faiblesse de 2026.

3. Focus sur les négociations salariales

À titre d'apport aux négociations salariales, ce chapitre formule des principes directeurs et expose les contextes économiques. Il en découle des arguments pour la prochaine série de négociations salariales.

Principes directeurs

La situation économique, essentielle pour la marge de manœuvre dans les négociations salariales, a des répercussions différentes non seulement d'une branche à l'autre, mais aussi d'une entreprise à l'autre. Malgré la difficulté qui en résulte pour tirer des conclusions générales applicables aux négociations salariales, différents principes directeurs sont exposés ci-après afin de préciser les éléments sur lesquels peuvent se fonder les revendications salariales.

1. Le développement durable d'une entreprise passe par une politique salariale équilibrée

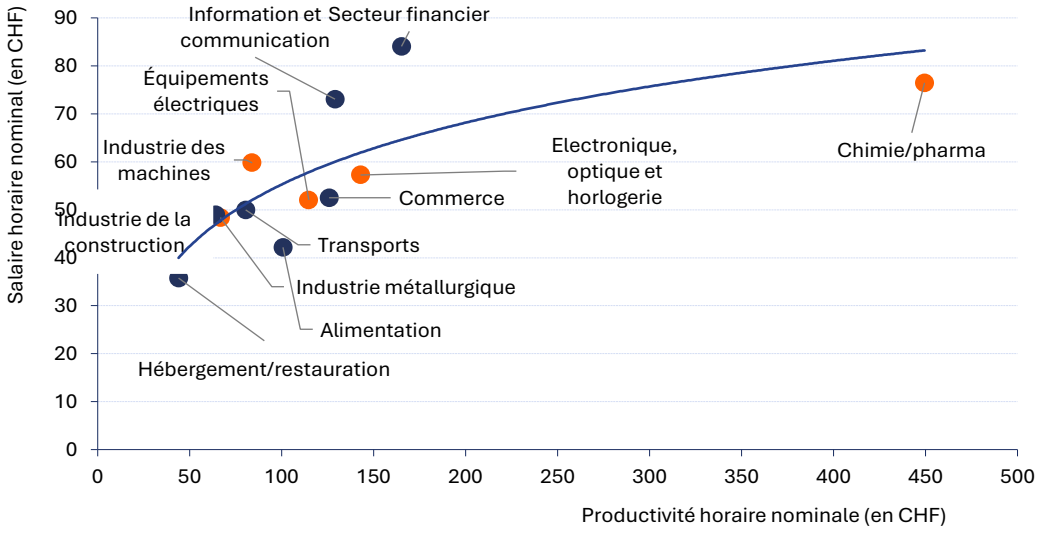
Les employeurs comme les salariés devraient avoir intérêt à une politique salariale équilibrée. Les salaires devraient en principe être équitables et fondés sur la performance. L'évolution des salaires devrait en outre préserver la compétitivité dans la concurrence en matière de coûts et de main-d'œuvre qualifiée, ainsi que garantir la capacité d'investissement et d'innovation de l'entreprise.

2. Alignement de la politique salariale sur le principe de la performance

Selon le principe de performance, les salaires devraient être étroitement liés à la performance. La performance (économique) s'exprime dans la valeur ajoutée brute, qui mesure la « valeur ajoutée » générée dans le processus de production par la mise en œuvre du travail et du capital (machines et infrastructures). Il existe un lien étroit entre la part de la valeur ajoutée générée par le facteur travail (productivité horaire nominale) et la rémunération (salaire nominal) : plus la productivité est élevée dans une branche, plus le niveau des salaires y est généralement élevé. La comparaison de grandeurs nominales intègre l'évolution de l'inflation dans l'analyse. Ce lien est représenté par la ligne de la figure 9.

Le salaire nominal est alors typiquement inférieur à la productivité nominale, car, outre le facteur de production travail, le capital doit lui aussi être rémunéré. En outre, ce lien n'est pas linéaire, mais s'aplatit à mesure que la productivité augmente. L'une des raisons en est que les branches à forte productivité produisent généralement de manière plus intensive en capital que les branches d'un segment de productivité plus faible, si bien que la rémunération du facteur capital augmente de façon plus que proportionnelle.

Fig. 9: Lien entre la rémunération et la productivité horaire nominale, 2025



Source : BAK Economics

Par conséquent, plus la valeur ajoutée générée par une entreprise grâce à la mise en œuvre du facteur travail est élevée, plus la rémunération devrait tendanciellement être élevée elle aussi. Ainsi, si l'on part d'une part des salaires constante[1], une hausse de la productivité nominale entraîne logiquement un salaire nominal plus élevé. C'est le cas lorsque le volume de production par heure travaillée ou les prix de vente peuvent être augmentés[2].

La part des salaires n'est toutefois pas gravée dans le marbre ; elle résulte souvent bien davantage du pouvoir de négociation, respectivement de l'habileté de négociation des partenaires sociaux. Ce pouvoir de négociation est fortement influencé par la situation sur le marché du travail. Tandis qu'un chômage élevé renforce le pouvoir de négociation des employeurs, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée soutient à l'inverse la position des salariés.

3. La croissance de la productivité comme indicateur de l'amélioration des performances

Hormis une situation dans laquelle l'intensité capitalistique d'une branche évolue systématiquement, un découplage durable de la croissance de la productivité et de celle des salaires est problématique à long terme, car une telle évolution peut conduire à mettre en danger la compétitivité[3]. Soit parce que les coûts (salariaux) ont trop augmenté et que l'on perd en compétitivité-prix. Soit parce que les salaires n'ont pas suffisamment augmenté et que l'on n'est plus compétitif dans la course aux collaborateurs bien formés. Dans ce cas, la compétitivité qualitative, c'est-à-dire la capacité d'innovation, finit tôt ou tard par

[1] La part des salaires correspond aux coûts salariaux unitaires réels et mesure la part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée brute d'une branche.
[2] Des prix de vente plus élevés conduisent à une productivité nominale plus élevée, à condition que les hausses de prix ne soient pas érodées par une augmentation des coûts des biens intermédiaires.
[3] Si, par exemple, à emploi égal, une augmentation de la valeur ajoutée est obtenue par la seule hausse de la mise en œuvre du capital, le gain de valeur ajoutée devra être utilisé en priorité pour rémunérer le capital supplémentaire mis en œuvre. Une augmentation de salaire à la mesure de la hausse de la productivité ne serait pas adéquate dans ce cas.

en pâtir.

4. La capacité d'innovation a besoin de capital et de têtes pensantes

En particulier dans l'industrie high-tech, le succès d'une entreprise ne peut être rendu possible que par une capacité d'innovation intacte et par un investissement constant dans la R&D. Ceux-ci dépendent directement du niveau de qualification des travailleurs, mais aussi du capital mis en œuvre par les entreprises. Afin de retenir les meilleurs professionnels ou d'en attirer de nouveaux, une rémunération compétitive devrait donc être assurée en permanence. En particulier dans le contexte de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans certains domaines, il est déterminant pour les entreprises de maintenir leur attractivité pour les professionnels qualifiés.

5. Adaptation à l'inflation pour maintenir le pouvoir d'achat

Après la crise financière et économique de 2008, les prix en Suisse (mesurés par l'indice des prix à la consommation) sont restés constants sur de larges périodes, voire ont parfois baissé. Considéré sur de plus longues périodes, cela constitue une situation macroéconomique exceptionnelle. Depuis 2017, l'inflation est de retour et devrait — à l'exception de l'année 2020, où des tendances déflationnistes ont prévalu en raison de la crise — rester présente au cours des prochaines années. Elle se situera toutefois, tant durant l'année en cours que l'an prochain, nettement en dessous des taux d'inflation élevés des années 2022 à 2024. Cette évolution doit être prise en compte lors des négociations salariales, afin d'éviter aux salariés des pertes de pouvoir d'achat liées à l'inflation.

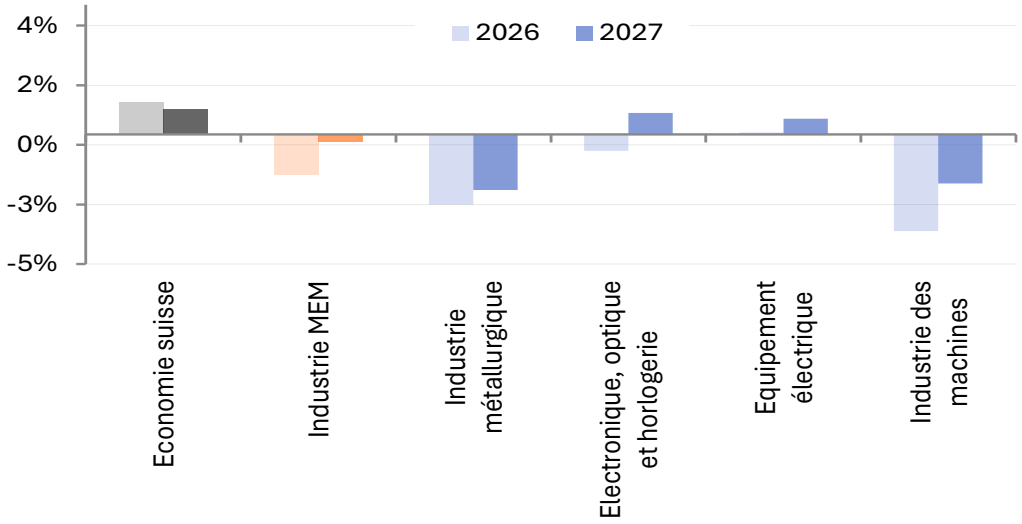
4. Analyse

Évolution de la conjoncture

Pour 2027, BAK Economics table sur une stabilisation progressive, notamment grâce à une reprise attendue de l'activité d'investissement sur d'importants marchés de débouché ainsi qu'à une adaptation croissante des acteurs du marché au nouveau cadre commercial et géopolitique. La valeur ajoutée brute réelle de l'industrie MEM devrait toutefois rester légèrement négative, à -0.3 %, et demeurer ainsi nettement en retrait de l'économie globale (+1.0 %). Le tableau est cependant différencié : tandis que l'électronique, optique et horlogerie (+0.8 %) et les équipements électriques (+0.6 %) affichent une légère croissance positive, l'industrie métallurgique (-2.1 %) et l'industrie des machines (-1.9 %) enregistrent encore des valeurs nettement négatives. On ne peut donc pas encore parler d'une reprise durable.

Dans l'ensemble, l'évolution conjoncturelle de l'industrie MEM reste inférieure à la moyenne. L'évolution durablement négative de la valeur ajoutée et la réduction de l'emploi fournissent peu d'arguments en faveur de hausses de salaires substantielles et plaident pour une politique salariale prudente.

Fig. 10: Évolution de la valeur ajoutée brute réelle par branche



Variation en % par an.
Source : BAK Economics

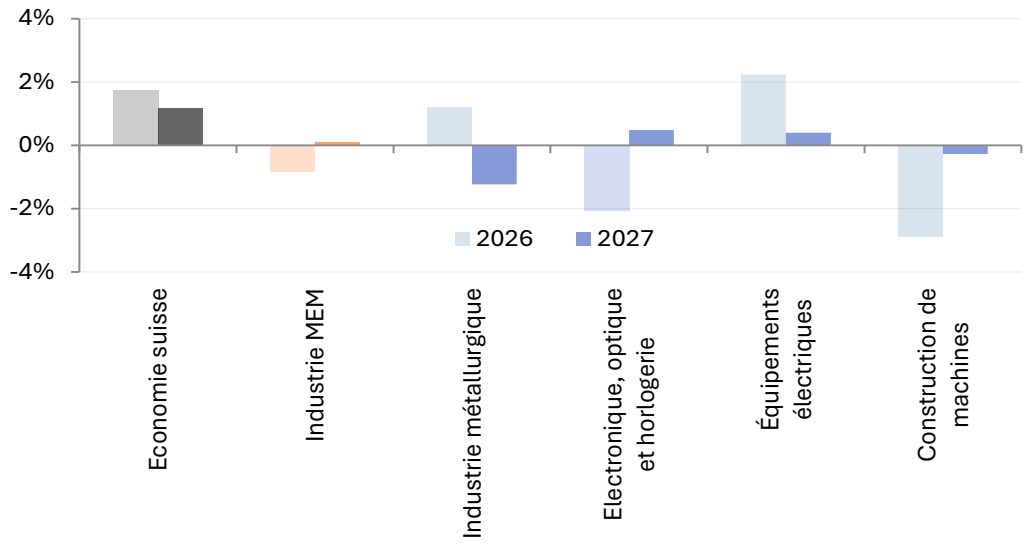
Croissance de la productivité

La productivité horaire nominale de l'industrie MEM reste globalement négative en 2026 et se situe ainsi nettement en dessous de la croissance de l'économie globale. Au sein de la branche, le tableau est différencié : tandis que les équipements électriques sont la seule sous-branche à enregistrer une évolution positive, la productivité reste clairement négative dans l'industrie des machines et dans l'électronique, optique et horlogerie. L'industrie métallurgique parvient à s'améliorer légèrement.

Pour 2027, une légère amélioration se dessine : l'industrie MEM dans son ensemble croît marginalement de +0.1 %, mais reste nettement en retrait de l'économie globale (+1.2 %). Au niveau des sous-branches, les équipements électriques (+0.4 %) et l'électronique, optique et horlogerie (+0.5 %) évoluent légèrement positivement, tandis que l'industrie des machines (-0.3 %) reste légèrement négative. L'industrie métallurgique bascule le plus fortement dans le négatif, à -1.2 %.

Dans l'ensemble, l'évolution de la productivité de la branche MEM reste, sur les deux années, nettement en retrait de celle de l'économie globale. Il s'agit là d'un facteur d'atténuation essentiel pour les négociations salariales.

Fig. 11: Évolution de la productivité horaire nominale par branche



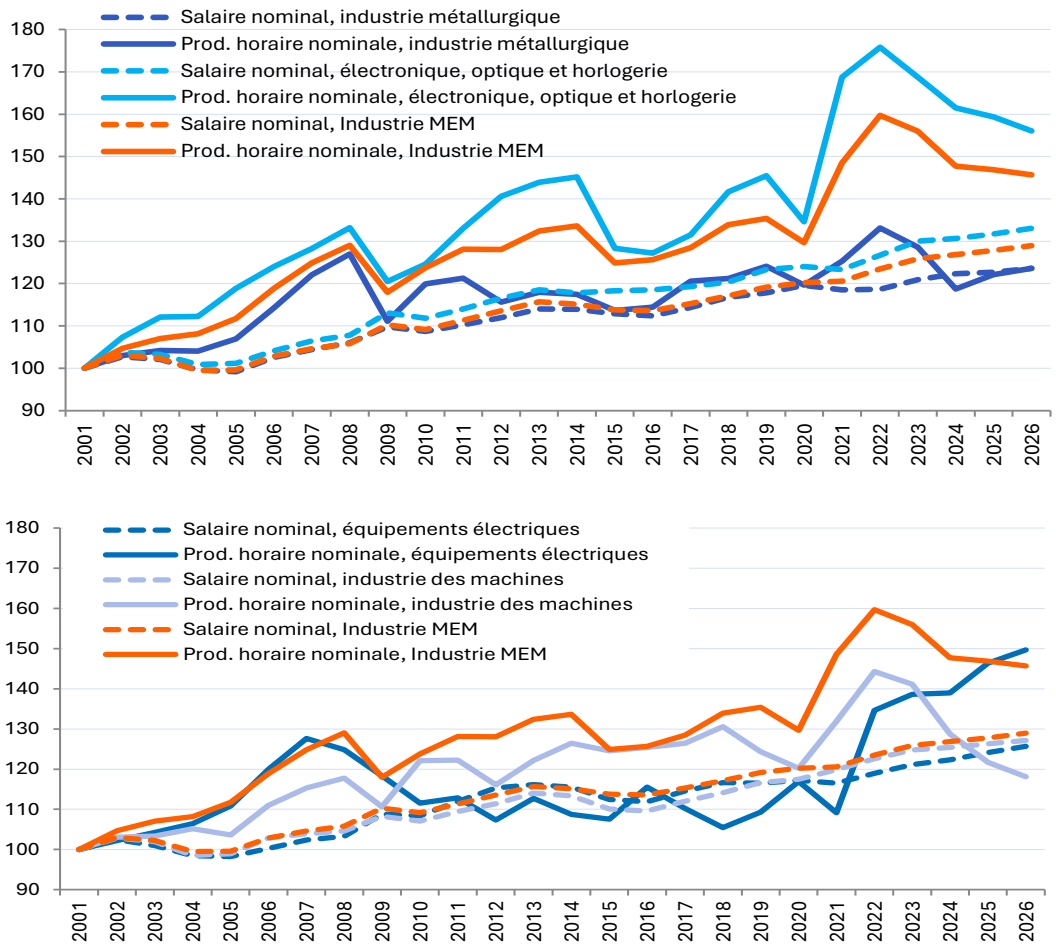
À prix courants, variation en % par an.
Source : BAK Economics

Évolution des salaires et de la productivité

Pour une évolution salariale équilibrée, seule ne compte pas la croissance actuelle de la productivité ; il importe aussi que la croissance des salaires et celle de la productivité ne divergent pas à long terme. Depuis 2001, la croissance des salaires horaires nominaux dans l'industrie MEM est nettement inférieure à celle de la productivité horaire. Cet « écart productivité-salaire » s'est notamment creusé entre 2019 et 2023, mais commence depuis lors à se refermer dans certaines branches. Dans l'industrie métallurgique et l'industrie des machines, deux branches conjoncturellement faibles, on observe actuellement un large rapprochement entre les salaires nominaux et la productivité, ce qui fournit peu d'arguments en faveur d'une augmentation salariale générale.

Il en va autrement dans la branche de l'électronique, optique et horlogerie. Là aussi, le niveau des salaires se rapproche de la productivité depuis 2023, mais la différence reste nette. Dans la sous-branche des équipements électriques, la différence entre productivité et salaire s'est même accrue ces dernières années. Dans ces deux branches, il subsiste donc encore des marges de manœuvre pour des ajustements salariaux à la hausse.

Fig. 12: Évolution de la rémunération et de la productivité horaire nominale



Indexé, 2001 = 100.
Source : BAK Economics

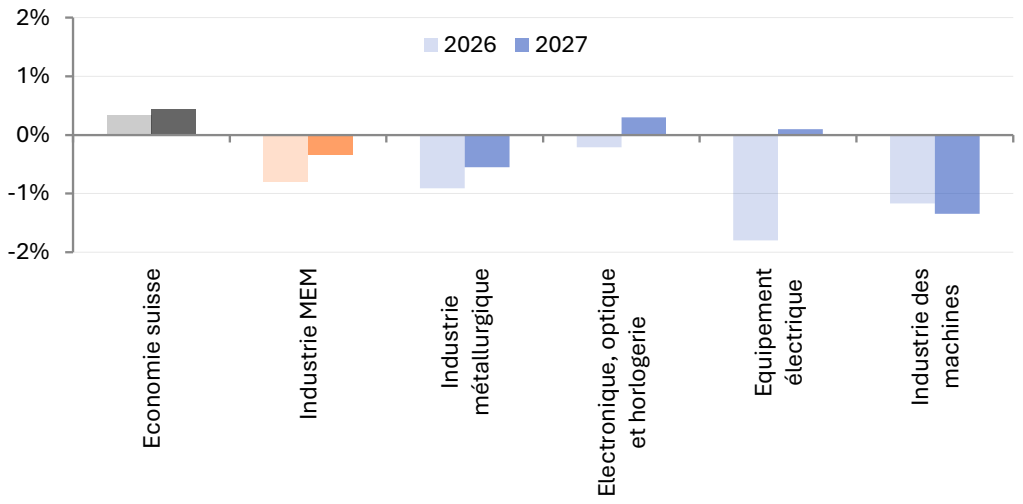
Emploi

Pour l'évolution future des salaires, la situation du marché du travail et le pouvoir de négociation des partenaires sociaux qui en découle jouent un rôle important. En 2026, l'emploi dans l'industrie MEM évolue nettement plus faiblement que dans l'économie globale et est en recul. Toutes les sous-branches enregistrent des suppressions de postes, le plus fortement dans les équipements électriques et l'industrie des machines. Seule l'électronique, optique et horlogerie se montre comparativement résiliente. Dans ce contexte, l'emploi de l'économie suisse dans son ensemble ne croît que modérément, et le taux de chômage s'établit à 3.1 %.

Pour 2027, la situation reste tendue dans l'industrie MEM : l'emploi recule de -0.4 % à l'échelle de la branche, tandis que l'économie globale progresse légèrement de +0.4 %. Au sein de la branche MEM, l'industrie des machines enregistre le plus fort recul, à -1.3 %, suivie de l'industrie métallurgique (-0.6 %). L'électronique, optique et horlogerie (+0.3 %) et les équipements électriques (+0.2 %) parviennent à se redresser légèrement. Le taux de chômage suisse demeure à un niveau comparativement élevé, à 3.2 %.

La situation du marché du travail ne devrait toutefois pas être considérée uniquement au niveau agrégé. En deçà de ce niveau, il existe de nombreux segments qui dépendent de professionnels spécialisés et où une pénurie de main-d'œuvre qualifiée peut plaider en faveur d'une rémunération plus élevée. Dans l'ensemble, l'évolution de l'emploi dans l'industrie MEM plaide néanmoins pour une évolution salariale prudente.

Fig. 13: Prévision de l'évolution de l'emploi



Variation en % par an.
Source : BAK Economics

Taux de change

Le franc suisse continue de gagner en valeur face à l'euro et s'établit en 2026, en moyenne annuelle, à 0.92 EUR/CHF selon les prévisions de BAK Economics, après 0.94 l'année précédente. Face au dollar américain également, le franc s'est de nouveau apprécié : le cours USD/CHF s'établit à 0.79 en 2026, après 0.83 l'année précédente.

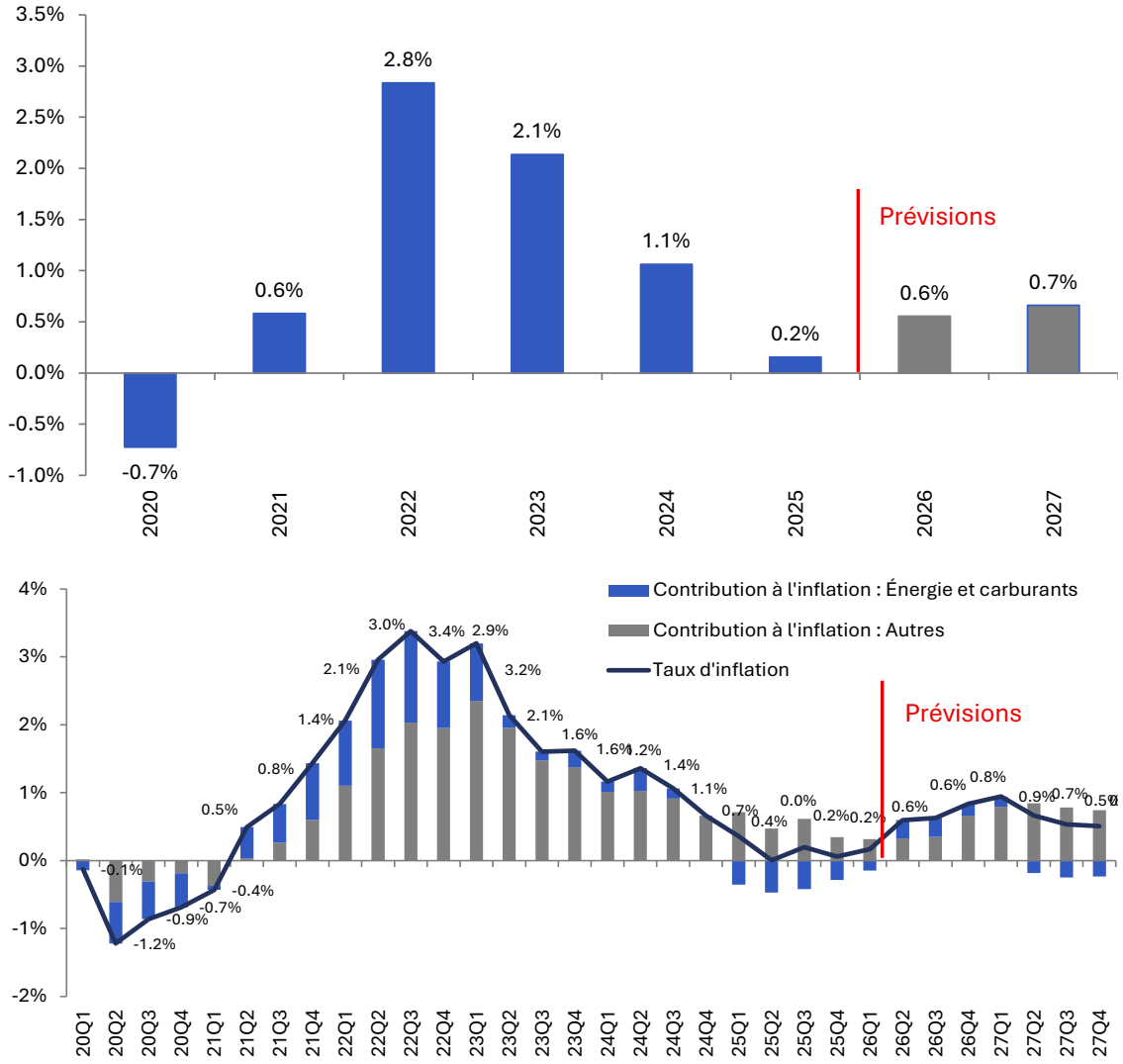
Pour 2027, on attend une légère stabilisation face à l'euro (0.93 EUR/CHF), le cours du dollar restant inchangé (0.79 USD/CHF).

Un franc fort complique les conditions d'exportation, d'autant qu'une grande partie des exportations MEM suisses est destinée à l'UE. Lors des négociations salariales, on invoque fréquemment la vigueur du franc. Il convient toutefois de noter que celle-ci a deux effets opposés : d'une part, elle pèse sur les exportations vers la zone euro ; d'autre part, elle rend meilleur marché l'achat de biens intermédiaires provenant de cette zone monétaire. L'industrie MEM compte cependant de nombreuses PME qui interviennent comme fournisseurs d'entreprises exportatrices et peuvent, à ce titre, subir des pressions. Dans l'ensemble, en raison de la part élevée des exportations vers la zone euro, le franc fort constitue toutefois un facteur inhibiteur.

Renchérissement / inflation

Après la poussée d'inflation de 2022 (2.8 %) et 2023 (2.1 %), le renchérissement a rapidement reflué, s'établissant encore à 1.1 % en 2024 et à seulement 0.2 % en 2025. L'inflation sous-jacente (hors énergie et carburants) a elle aussi reculé en 2025, tout en restant légèrement positive, à 0.5 %. Pour 2026, on attend une hausse modérée de l'inflation globale, à 0.6 %. En 2027, l'inflation devrait se maintenir à un niveau similaire, à 0.7 %. Le renchérissement évolue ainsi toujours nettement à l'intérieur de la zone de stabilité de la BNS et conserve une importance secondaire comme argument en faveur de hausses de salaires. Il constitue toutefois un seuil plancher qui ne devrait pas être franchi à la baisse lors de la fixation des ajustements salariaux.

Fig. 14: Inflation : valeurs historiques et prévisions

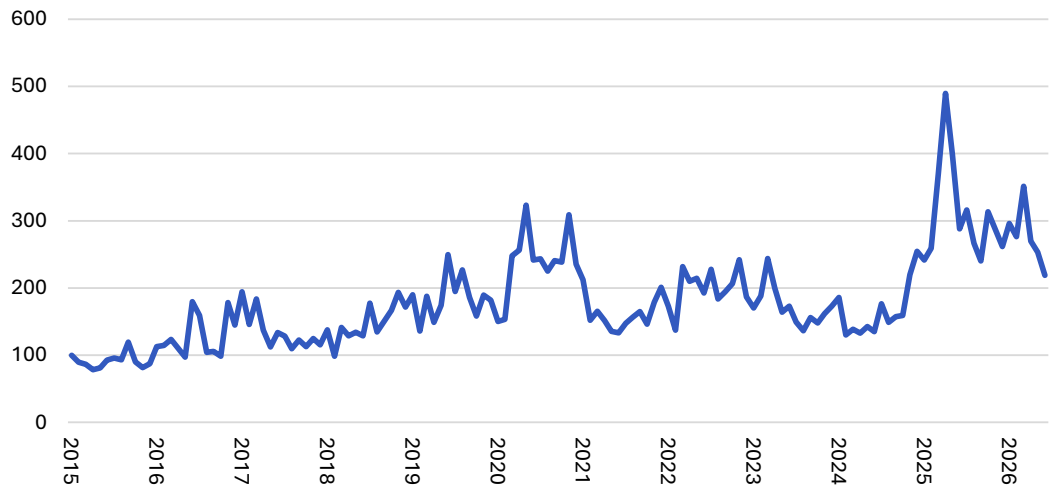


Variation en % par an.
Source : BAK Economics

Incertitude

L'incertitude mondiale en matière de politique économique (Economic Policy Uncertainty Index) a atteint un nouveau niveau record en 2025 et reste élevée en 2026. Du point de vue suisse, la question douanière non résolue avec les États-Unis occupe le premier plan. Le régime douanier a été modifié à plusieurs reprises depuis 2025, et les négociations en vue d'un accord commercial durable se poursuivent. Tant qu'aucun accord contraignant n'aura été trouvé, la sécurité de planification des entreprises exportatrices restera limitée. À l'échelle mondiale, l'escalade du conflit américano-iranien et la restriction temporaire du trafic maritime par le détroit d'Ormuz qui en a résulté ont encore accru l'incertitude. De grandes compagnies maritimes de porte-conteneurs ont adapté leurs routes, ce qui allonge les délais de livraison et renchérit les coûts de fret. L'évolution des prix de l'énergie reste imprévisible.

Fig. 15: Indice d'incertitude politique



Indice, janv. 2015 = 100
Source : Global Economic Policy Uncertainty Index, BAK Economics

5. Conclusion

En résumé, on peut retenir qu'en 2027, la marge de manœuvre pour des hausses de salaires nominaux dans l'industrie MEM est limitée :

Environnement macroéconomique :

- L'évolution conjoncturelle de l'industrie MEM reste en 2027 en retrait de l'économie suisse dans son ensemble. Des impulsions positives de la demande, issues de la croissance des investissements en biens d'équipement sur d'importants marchés de débouché, devraient favoriser une reprise progressive, sans toutefois compenser encore entièrement la faiblesse actuelle. Le franc suisse reste structurellement fort et pèse sur la compétitivité-prix de la branche orientée vers l'exportation. Aucun allègement notable n'est à attendre à cet égard à moyen terme. L'inflation demeure à un niveau bas et ne constitue pas un moteur central des revendications salariales. Elle constitue toutefois le seuil plancher qui ne devrait pas être franchi à la baisse lors des ajustements salariaux, afin d'éviter des pertes réelles de pouvoir d'achat. L'incertitude en matière de politique économique reste élevée : les droits de douane américains ainsi que la situation tendue dans le détroit d'Ormuz pèsent sur la sécurité de planification et la propension à investir. À cela s'ajoute la crise structurelle de l'industrie automobile allemande, débouché important pour les fournisseurs de composants suisses. La situation commerciale et géopolitique devrait s'apaiser progressivement en 2027, à mesure que les acteurs du marché s'adaptent au nouveau cadre. Par la suite, on s'attend à ce que les différentes sous-branches évoluent plus favorablement que durant les années turbulentes 2025 et 2026.

Appréciation par sous-branche :

- **Industrie métallurgique** : le tableau est contrasté. Début 2026, les exportations évoluent positivement — elles progressent de nouveau nettement après des années de recul — de même que la production industrielle, qui enregistre la plus forte hausse de la branche MEM. Le recul de l'emploi y est en outre le plus faible parmi les sous-branches. À cela s'opposent la faible évolution de la valeur ajoutée et de la productivité dans les prévisions pour 2027. En tant que sous-branche à forte intensité énergétique, elle est de surcroît particulièrement touchée par la hausse du prix du pétrole et par les droits de douane américains élevés sur les produits métalliques. Les salaires nominaux et la productivité ayant progressé de pair à long terme, l'évolution historique ne révèle aucun besoin de rattrapage.
- **Électronique, optique et horlogerie** : cette sous-branche affiche la plus forte croissance de la valeur ajoutée de l'industrie MEM ainsi qu'une évolution positive de la productivité. Les exportations se stabilisent et l'emploi se redresse légèrement en 2027. À long terme, les salaires nominaux sont restés nettement en retrait de la productivité du travail ; malgré un rapprochement depuis 2023, la différence demeure substantielle, si bien qu'il subsiste encore une marge pour des ajustements à la hausse.

Équipements électriques : cette sous-branche présente la plus grande marge de manœuvre salariale. Les exportations évoluent de manière robuste et poursuivent leur tendance haussière. La valeur ajoutée brute et la productivité croissent positivement en 2027, cette dernière ayant déjà été, en 2026, la seule positive au sein de l'industrie MEM. L'élément déterminant est l'écart salaire-productivité à long terme : depuis 2001, les salaires nominaux ont progressé nettement plus faiblement que la productivité du travail, et la différence s'est même accrue ces dernières années. Pèsent en sens inverse le droit de douane américain de 25 % sur certains appareils électriques ainsi que le net recul de

l'emploi en début d'année.

- **Industrie des machines** : cette sous-branche présente la plus faible marge de manœuvre, car pratiquement tous les indicateurs pertinents sont négatifs. Les exportations enregistrent le plus fort recul de l'industrie MEM ; la valeur ajoutée brute, la productivité et l'emploi évoluent le plus faiblement dans les prévisions. Les salaires nominaux ayant progressé plus fortement que la productivité à long terme, tout besoin de rattrapage historique disparaît également.

Tab. 4: Recommandations pour les augmentations salariales 2027

	2027		2021-2026		2001-2026	
	Salaire nominal	Prod. du travail	Salaire nominal	Prod. du travail	Salaire nominal	Prod. du travail
Industrie MEM	0.9%	0.1%	1.7%	-0.4%	1.0%	1.5%
Industrie métallurgique	0.8%	-1.2%	1.0%	-0.3%	0.9%	0.9%
Électronique, optique et horlogerie	1.0%	0.5%	1.9%	-1.6%	1.2%	1.8%
Équipements électriques	1.2%	0.4%	2.0%	6.5%	0.9%	1.6%
Industrie des machines	0.7%	-0.3%	1.5%	-2.2%	1.0%	0.7%

Remarques : Prod. du travail = productivité horaire nominale. Salaire nominal = salaire par personne occupée (équivalents plein temps). Taux de croissance moyens en % par an.
Source : BAK Economics

Dans l'ensemble, pour 2027, une hausse des salaires nominaux comprise entre 0.8 % et 1.2 % apparaît réaliste, selon la sous-branche. Dans l'électronique, optique et horlogerie et dans les équipements électriques, les marges de manœuvre les plus importantes existent en raison de l'évolution positive de la productivité et de l'emploi, tandis que l'industrie métallurgique, avec une productivité en recul, et l'industrie des machines ne présentent qu'un potentiel très limité. L'hétérogénéité des entreprises au sein de l'industrie MEM devrait être prise en compte de manière appropriée dans les négociations salariales respectives.

Arguments en faveur d'une hausse modérée des salaires :

- Dans plusieurs sous-branches MEM, un retard de long terme de l'évolution des salaires par rapport à la croissance de la productivité subsiste toujours ; dans les équipements électriques, cet écart s'est même récemment accru.
- La situation commerciale et géopolitique devrait s'apaiser progressivement en 2027, à mesure que les acteurs du marché s'adaptent au nouveau cadre. Par la suite, on s'attend à ce que les différentes sous-branches évoluent plus favorablement que durant les années turbulentes 2025 et 2026.
- La pénurie de main-d'œuvre qualifiée reste pertinente dans des segments spécialisés et y renforce la position des salariés.
- La hausse des investissements en biens d'équipement en Suisse et sur d'importants marchés de débouché devrait générer des impulsions de demande en 2027.
- Le renchérissement de 0.7 % constitue un seuil plancher pour les ajustements salariaux, qui ne devrait pas être franchi à la baisse afin de préserver le pouvoir d'achat réel.

Arguments en faveur d'une faible hausse des salaires :

- La valeur ajoutée brute réelle reste en 2027 inférieure à la moyenne par rapport à l'économie globale.
- La productivité horaire ne croît que marginalement en 2027 et reste nettement en retrait de l'économie globale.
- La réduction de l'emploi à l'échelle de la branche affaiblit le pouvoir de négociation des salariés. Le taux de chômage de l'économie globale reste comparativement élevé en 2027, à 3.2 %.
- Le recul des prix à la production traduit une absence de pouvoir de fixation des prix ; les hausses de coûts ne peuvent être répercutées.
- Le franc fort pèse en outre sur la compétitivité internationale.
- Les droits de douane américains et les risques géopolitiques compliquent la prévisibilité et freinent l'activité d'investissement.

bak-economics.com